

+3271400553



Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle – DGO4
Aménagement du Territoire, du Logement,
Du Patrimoine et de l'Energie

DIRECTION EXTERIEURE DE CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G**PERSONNES DE DROIT PUBLIC OU
ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUE****DECISION D'OCTROI DU PERMIS D'URBANISME**

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2010/21//144843

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétole et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que la SA BRUSSEL SOUTH CHARLEROI AIRPORT, rue de Namur, 452 à 6200 CHATELET, a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis à CHARLEROI (Gosselies), rue des Fusillès, cadastré Section C, n° 210 z, et ayant pour objet la démolition de l'ancienne cafétéria ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 01/02/2010 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone non affectée (zone blanche) (Arrêté du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien est situé le long d'une route: Rue des Fusillès N568;

Considérant que le bien est situé dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO - SERVECO/WATCO/SITA SA (type:2)

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large,

+3271400553

sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D 66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement :

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 17/02/2010 et non transmis à ce jour, est dès lors réputé favorable ;

Considérant que le projet consiste plus précisément en la démolition d'une ancienne cafétéria;

Considérant que le projet est repris sur le domaine d'une infrastructure aéroportuaire pour laquelle le Fonctionnaire délégué est l'autorité compétente;

Considérant que le projet est considéré de minime importance et qu'il est fait dès lors application de l'article 264, 1^{er} lorsqu'il s'agit de travaux de démolition d'une construction existante, que la démolition est suivie aussitôt de l'aménagement d'un parking; que les matériaux envisagés pour le ragréage sont l'empierrement, le bitume et le gravier de finition, que le projet est de nature à s'intégrer au cadre bâti environnant;

Au vu de ce qui précède :

DECIDE

Article 1^{er} . Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSEL SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé.

Le titulaire du permis devra :

- Exécuter les travaux conformément aux plans joints à la présente;
- Les déchets provenant de la démolition seront évacués vers un centres de tri agréé;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 . Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements

A CHARLEROI, le 01 AVR. 2010

Le fonctionnaire délégué

Raphaël STOKIS
Directeur

Agent traitant : Enza VINCI, 1^{ère} Graduée.
Responsables de Service : Sylvie ROCHEZ et Aurélie HOCHART. Attachées.

EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'URBANISME ET DU PATRIMOINE

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127. § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86. § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2 Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première. La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86. §3. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1^{er}.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, dans les cas visés à l'article 127, la prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. (Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au Collège communal et au Fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;*
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.*

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté – Décret-programme du 03 février 2005, art. 93).

6) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 89. Le permis d'urbanisme de constructions groupées vise la réalisation de plusieurs bâtiments destinés, en tout ou en partie, à l'habitation qui forment un ensemble et qui font l'objet d'une seule et même demande de permis d'urbanisme – Décret du 30 avril 2009, art. 46).